



L'intersyndicale Finances publiques du Bas-Rhin : Solidaires Finances publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CGT Finances publiques, CFTC Finances publiques

à

Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les Présidents,

Strasbourg le 13 septembre 2019

Lors de votre 1^{ère} assemblée générale 2019 à Haguenau, nous vous avons alerté sur les projets de réorganisation des services des Finances Publiques du Bas-Rhin, véritable plan méthodique de dynamitage du réseau de la DGFIP et de ses missions.

Pour mémoire :

- Fermeture pure et simple de 22 trésoreries et 4 Centres des Finances Publiques (Erstein, Sarre-Union, Ilkirch et Schiltigheim).
- Spécialisation des sites qui demeurent, ce qui revient à éloigner le service public de l'usager : particuliers à Saverne, Strasbourg, Sélestat et Wissembourg pour partie, professionnels à Haguenau, Strasbourg et Molsheim
- Regroupement des services fonciers du département à Molsheim au détriment des SIP compétents aujourd'hui.

Dès fin juin, nous avons rencontré les maires et présidents d'intercommunalité qui en avaient émis le souhait, ainsi que le Président de la Région Grand Est, le Président du Conseil départemental, des députés et des sénateurs.

A 15 jours de la fin de la période de « concertation », aucune information concernant d'éventuelles modifications du projet initial n'a filtré de la Direction Régionale des Finances publiques (DRFIP) du Bas-Rhin.

Nous craignons que le projet n'évolue qu'à la marge et que les problèmes de fond demeurent :

- Augmentation du coût supplémentaire pour les intercommunalités qui devront rémunérer 2 agents pour que leur éventuelle Maison France Service (MFS) soit labellisée ;
- Rupture du lien étroit entre les trésoreries et les collectivités locales dans leur gestion quotidienne budgétaire, financière, comptable et fiscale ;

La création de « conseiller aux collectivités locales », aux attributions et au positionnement flous, ne constituera pas une plus value pour les collectivités.

- Ouverture de Maisons France Service multi services.

Ces « points de contact » ne délivreront jamais la même qualité de service qu'un Centre des Finances Publiques composé d'agents formés, dotés d'une technicité confortée par leur expérience.

Comment peut-on fermer un service public et prétendre l'améliorer?

Comment peut-on être plus à l'écoute des territoires en les quittant ?

La conséquence de cette réforme sera un nouvel éloignement des services de l'Etat pour les usagers sur des questions sensibles comme celles des impôts.

Elle pénalisera de surcroît les administrés les plus fragilisés (les plus défavorisés, les personnes âgées, les personnes souffrant d'illectronisme ou vivant dans une zone blanche, etc.) .

Bien que l'affichage du gouvernement soit une réponse à la demande de proximité des populations, l'humain n'a pas sa place dans ces restructurations.

Aucune réflexion n'est menée quant à la désertification des territoires. Au contraire, le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) des Finances publiques va l'accélérer au profit des zones urbaines

Les agents des Finances publiques ont manifesté à maintes reprises leur hostilité à ce projet, comme les DNA s'en sont fait l'écho depuis juillet :

- Parce qu'ils souhaitent préserver leurs missions et refusent la mise en place d'un service public low cost ;
- Parce qu'ils défendent les territoires qu'ils connaissent, dans lesquels ils vivent et ils travaillent.

Certains élus ont écrit ou vont écrire au Ministre.

Plusieurs communautés de communes du Bas Rhin ont, comme ailleurs en France, voté des motions de défiance à ce « Nouveau Réseau de Proximité » .

Pour contrer l'abandon des territoires et préserver le service rendu à vos concitoyens, il est encore temps d'agir :

- En votant une délibération et/ou une motion en Conseil ;
- En écrivant au Ministre et/ou à la Directrice régionale des Finances Publiques

Nous restons à votre disposition pour vous rencontrer, pour échanger sur la présence de notre administration et ses enjeux sur le territoire où vous êtes élu. N'hésitez pas à nous contacter !

Nos coordonnées :

Solidaires : solidairesfinancespubliques.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr – 06.08.63.73.78

FO : fo.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr – 06.09.18.72.27

CFDT : cfdt.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr – 06.82.19.97.97 -

CGT : cgt.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr – (00.49).1.76.76.66.49.43

CFTC : cftc.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr – 06.34.82.75.25

Adresse postale identique : 4 Place de la République - CS 51022 - 67070 Strasbourg Cedex